



LSC360  
4, rue Albert Simon  
L-5315 Contern

Références : 104120  
Dossier suivi par : Nadia Finck  
Tél. : (+352) 247-86891  
E-mail : [nadia.finck@mev.etat.lu](mailto:nadia.finck@mev.etat.lu)

Luxembourg, le **04 MARS 2025**

**Objet :** Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)  
Evaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem – Avis sur le contenu du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement  
V/réf : 20232489-ENV-ENV

Madame, Monsieur,

Le projet sous rubrique figure à l'annexe IV (catégorie 81) du règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement. Par la décision du 4 janvier 2023, l'élaboration d'un rapport d'évaluation a été requise pour le projet sous rubrique.

L'article 6 de la prédite loi modifiée du 15 mai 2018 exige dans ce cas de figure l'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement fondé sur l'avis de l'autorité compétente ainsi que des autres autorités ayant des responsabilités spécifiques relatives aux facteurs environnementaux à évaluer. Cet avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport a été transmis le 22 mars 2023. En outre, en cette même date, une réunion de concertation sur le contenu du rapport d'évaluation à élaborer a eu lieu.

En date du 9 octobre 2024, le bureau d'études LSC Environmental Engineering a soumis pour avis le rapport d'évaluation relatif au projet sous rubrique. Vous trouverez en annexe l'avis établi par l'autorité compétente au sujet du rapport d'évaluation « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » datant du 7 octobre 2024.

L'avis qui suit comprend également les avis des autres autorités ayant des responsabilités spécifiques relatives aux facteurs environnementaux à évaluer (voir liste en annexe) et sera publié sur le site [www.eie.lu](http://www.eie.lu) au plus tard au moment de l'information et de la participation du public prévue à l'article 8 de la prédite loi.

Sur demande du maître d'ouvrage une réunion de concertation avec les autorités ayant fourni une contribution pourra être organisée dans les meilleurs délais.



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement



<b>N° Dossier: 104120</b>		
<b>« Anlage eines Wasserspeicherbeckens »</b>		
<b>EIE Phase:</b>	<b>Rapport</b>	
<b>Autorité</b>	<b>Saisine</b>	<b>Avis</b>
<b>Administration de la nature et des forêts</b>	oui	09/12/2024
<b>Administration de l'environnement</b>	oui	11/11/2024
<b>Administration de la gestion de l'eau</b>	oui	26/11/2024
<b>Ministère de la Mobilité et des Transports</b>	oui	06/01/2025
<b>Institut national de recherches archéologiques</b>	oui	21/10/2024
<b>Inspection du Travail et des Mines</b>	oui	12/11/2024
<b>Administration communale de Sanem</b>	oui	19/12/2024
<b>Administration communale de Mondercange</b>	oui	13/01/2025



## **Avis spécifique du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité sur le contenu du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

Le rapport d'évaluation « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » du 7 octobre 2024 a été élaboré par le bureau d'études LSC Environmental Engineering.

Les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le cadre du rapport d'évaluation sont précisées par l'article 6 ainsi que l'annexe III de la loi EIE, tout en tenant compte des résultats de la procédure dite « scoping » et des avis des autorités émis dans ce contexte.

### **1. Généralités**

1.1. Le projet sous rubrique prévoit la construction d'un bassin de stockage des eaux pluviales situé sur le territoire de la commune de Sanem, afin de fournir une réserve d'eau à l'entreprise Rollrasen Van de Sluis pour l'irrigation de ses champs de gazon pendant les mois les plus secs. Il s'agit d'un projet figurant à l'annexe IV, catégorie 81, du règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant la liste de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

1.2. Au vu de la localisation du projet dans la zone verte et considérant l'article 6 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, une concertation avec le service « Autorisations » de l'Administration de la nature et des forêts a eu lieu avant le début de l'étude, afin de clarifier si le projet est autorisable d'un point de vue légal en zone verte. Étant donné que le bassin d'eau serait construit dans le cadre d'une activité d'exploitation horticole opérée à titre principal au sens de l'article 6, le projet pourrait être autorisé en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018.

1.3. Le rapport d'évaluation présenté met en évidence les principaux enjeux environnementaux liés au projet et les mesures qui s'imposent. Le bureau d'études a tenu compte des remarques et recommandations formulées par l'autorité compétente dans l'avis « scoping » du 22 mars 2023. Toutefois, certains points nécessitent quelques explications/rectifications complémentaires.

### **2. Remarques spécifiques concernant les facteurs à analyser**

#### **2.1. Population et santé humaine**

##### **Bruit**

2.1.1. Des pompes seront utilisées pour remplir le bassin d'eau pluviale, ainsi que pour transférer l'eau dans le système d'irrigation pour les champs. Cependant, aucun paramètre d'émission sonore n'est indiqué dans ce contexte dans le rapport. Même si la planification et le modèle exact des pompes n'a pas encore pu être décidé, il aurait été utile de se prononcer d'une manière générale d'éventuelles modifications de l'environnement sonore (voir également l'avis de l'Administration de l'environnement (AEV)).



## **2.2. Biodiversité**

2.2.1. Un planning présentant le déroulement des travaux n'a pas été présenté dans le rapport. Il est demandé de fournir des informations à ce sujet. Une attention particulière est à apporter à ce sujet aux travaux à proximité de la zone sensible du bassin de rétention existant notamment en ce qui concerne les périodes de reproduction des espèces cibles, en l'occurrence principalement les amphibiens et l'avifaune.

## **2.3. Terres / sol**

- 2.3.1. Suivant le modèle de construction actuel du bassin, la réutilisation des terres excavées sur place pour la construction du barrage autour du bassin ne suffira pas pour construire le barrage autour du bassin. Il sera donc nécessaire d'importer des terres (entre 6328m<sup>3</sup> et 8428 m<sup>3</sup>) pour la construction du barrage. La variante selon laquelle l'abaissement de 18 cm du bassin et du barrage (p. 82) n'impliquerait aucun apport de terre supplémentaire venant de l'extérieur est appréciée. En effet, cette variante permettrait non seulement d'éviter l'apport de terres, mais également de limiter les trajets de camions dans la zone, ce qui réduirait les émissions atmosphériques et sonores pour les localités avoisinantes. De plus, avec l'abaissement de 18cm du barrage, l'impact sur le paysage serait encore un peu plus diminué.
- 2.3.2. D'après la planification actuelle, l'utilisation de masses de terre externes sera nécessaire pour la construction du barrage. Selon l'origine de ces masses de terres externes, elles pourraient être considérées en tant que « déchet » conformément à la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Le cas échéant, le remplissage avec lesdites masses devra être signalé (voir point de nomenclature 050705 01 - Classe 4). Il est également renvoyé à l'avis de l'Administration de l'environnement (AEV).

## **2.4. Eau**

2.4.1. Le rapport et ses annexes fournissent toutes les informations demandées et démontrent qu'un impact significatif peut être exclu grâce aux mesures d'atténuation élaborées et intégrées dans la planification du bassin. De plus, un monitoring de la qualité des eaux et du débit du cours d'eau « Klausbaach » sera mise en place suite à l'exploitation du bassin, afin de s'assurer que la qualité et le débit de l'eau restituée au « Klausbaach » soient adéquats.

## **2.5. Patrimoine culturel**

2.5.1. Il est rendu attentif au fait qu'il a été mentionné dans le rapport que le projet se situe en dehors de la zone d'observation archéologique (ZOA), ce qui n'est pas le cas. En effet, le site se situe dans une sous-zone de la ZOA et par conséquent, en fait partie. Il est donc demandé de rectifier cette information. En dehors de cela, l'impact potentiel du projet a bien été analysé dans le rapport. Il est également renvoyé à l'avis de l'Institut national de recherches archéologiques, auquel je me rallie.



## **2.6. Paysage**

- 2.6.1. Plusieurs variantes concernant la construction du réservoir ont été étudiées. Cependant, aucune variante présentant une forme du bassin plus « naturelle », qui s'intégrerait mieux dans le paysage que la forme rectangulaire, n'a pas été développée (lien à faire également avec le sous-chapitre biodiversité / voir également avis de l'Administration de la nature et des forêts) sans toutefois justifier pourquoi cela n'a pas été fait. Le dossier est à compléter soit par une justification fondée de ce raisonnement, soit par la présentation et l'analyse d'une variante répondant aux critères avancés dans l'avis du 22 mars 2023.



Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

12 -11- 2024

N° .....

Le Ministre de l'Environnement,  
du Climat et de la Biodiversité  
4, Place de l'Europe  
L-1499 Luxembourg

N/Réf. : ESA/EIE/2023-623/165/157

V/Réf. : 104120

**Concerne : Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

- **Evaluation du projet « Anlage eines Wasserspeichersbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem**
- **Demande d'avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation**

Monsieur le Ministre,

Par courrier du 17 octobre 2024, l'Inspection du travail et des mines (ITM) a été saisie d'un avis conformément à l'article 5 de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement concernant le projet « Anlage eines Wasserspeichersbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem.

Pour l'établissement du présent avis, l'ITM s'est basée sur le document élaboré par le bureau d'études « LSC Environmental Engineering » et intitulé « Anlage eines Wasserspeicherbeckens – ROLLRASEN VAN DE SLUIS SARL - Umweltverträglichkeitsstudie » d'août 2024 avec sa référence « 20232489-ENV-ENV » et ses annexes.

L'ITM étant, dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, l'administration compétente pour la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que pour la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie, a les remarques suivantes à formuler par rapport au dossier présenté :

1. Les recommandations du bureau d'études « Geoconseils » sont réalisées sur base d'un bassin de rétention avec une hauteur d'eau d'environ 3 m. Or, dans le document avec la référence N° 20181548-GC-GEO du 20 novembre 2018 intitulé « Bassin réserve d'irrigation Limpach- Etude Géologique et Géotechnique », il est indiqué que le bassin de rétention dispose d'une hauteur d'eau de 2,5 m. Les documents et les annexes doivent refléter la réalité et être cohérent entre eux.



2. Un document indiquant les conséquences pour le voisinage (bâtiments construits, etc.) en cas d'un débordement du bassin de rétention d'eau.

Nous vous rendons attentifs que le dossier présenté a uniquement été analysé au titre de l'article 7 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et que le présent avis ne renseigne pas sur l'état du dossier par rapport aux dispositions de loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Dans le cadre du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés nous tenons à vous informer que le point de nomenclature « 080102 Barrages et autres installations destinés à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable (classe 1A) » est d'application pour ce projet.

En restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.



Marco Boly  
Directeur





**Administration  
de la gestion de l'eau**  
Grand-Duché de Luxembourg

Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité  
Entré le

26 NOV. 2024

Direction  
Référence : EAU/EIE/22/0067 - EIE  
Votre référence : 104120  
Dossier suivi par : Unité Autorisations - FGA  
Tél. : 24750 - 920  
E-mail : autorisations@eau.etat.lu

Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

Monsieur le Ministre Serge Wilmes

4, Place de l'Europe  
L-1499 Luxembourg

Esch-sur-Alzette, le 25 NOV. 2024

**Objet :** Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement.  
**Evaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune de Hesperange.**  
Demande d'avis sur le rapport d'évaluation (« EIE »).

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre demande d'avis du 27 octobre 2024 relative au dossier sous rubrique, veuillez trouver ci-dessous l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau.

Le fait de ne pas exploiter directement le cours d'eau « Klausbach », qui fait partie de la masse d'eau de surface « Pisbaach » (VI-4.1.3.b, 10,41 km<sup>2</sup>) avait été accueilli positivement, néanmoins au vu de l'envergure du bassin de stockage projeté à des fins d'irrigation, de son implantation et de son alimentation, plus d'informations permettant une meilleure évaluation de l'impact potentiel du projet avaient été demandées.

Le rapport environnemental et ses annexes (plans, bilan hydrologique pour le cours d'eau « Klausbaach », besoins et volumes, analyse de la qualité des eaux, etc.) fournissent les informations demandées et montre qu'un impact environnemental significatif peut être exclu grâce aux mesures d'atténuation élaborées et intégrées (utilisation d'eaux pluviales, revalorisation du « Klausbaach », maintien d'un débit vers le cours d'eau, gestion optimisée de l'irrigation, etc.).

L'entretien du bassin est planifié en août/septembre, le bassin sera vidé à des fins de contrôle et pour le retrait des sédiments. Enfin, un monitoring de la qualité des eaux et du débit du cours d'eau « Klausbaach » sera mis en œuvre suite à l'exploitation du bassin pour s'assurer que le débit restitué au cours d'eau est adéquat. Des adaptations des modalités exactes de la capacité de pompage pourront ainsi être envisagées suite au monitoring.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

  
Magalie Lysiak  
Directrice adjointe



Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité  
Entré le  
09 DEC. 2024

Leudelange, 09/12/2024

Concerne : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Evaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem – Demande d'avis sur le rapport d'évaluation

Monsieur le Ministre,

Suite à votre demande du 9 octobre 2024, je me permets de vous faire parvenir par la présente mon avis sur les informations fournies par le maître d'ouvrage dans le cadre du rapport d'évaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens ».

Le maître d'ouvrage « Rollrasen Van de Sluis » projette la construction d'un réservoir d'eau sur la parcelle 3009/5014, section A de Sanem, au lieu-dit « Im Brill » à l'Est de la commune de Sanem, afin de garantir l'arrosage du gazon en rouleau pendant les mois d'été.

Après analyse des facteurs tombant dans mon domaine de compétence, je suis d'avis que le rapport d'évaluation soumis est réalisé selon les règles de l'art. Il convient toutefois de mentionner que certaines remarques et précisions, formulées dans l'avis de l'Administration de la Nature et des forêts en date du 21 mars 2023 et dans l'avis du ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité en date du 22 mars 2023, concernant le champ d'application et le niveau de détail, n'ont pas été intégrées dans le rapport d'évaluation soumis.

Les facteurs tombant dans mon domaine de compétence sont présentés en détail dans les sections suivantes, en mettant en évidence les aspects qui doivent encore être précisés voire analysés par le maître d'ouvrage :

#### 1. Généralités :

- Demande d'autorisation au titre de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelle : Dans le contexte d'une éventuelle demande d'autorisation ultérieure, il a été clarifié avec le service autorisations de l'Administration de la Nature et des forêts, si le projet en question pouvait être autorisé en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018.

Le réservoir d'eau projeté serait construit dans le cadre d'une activité d'exploitation horticole opérée à titre principal au sens de l'article 6. Dès lors, le projet pourrait être autorisé en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018.

- **Plusieurs variantes concernant la construction du réservoir :** Le point des sites alternatifs a été abordé dans le rapport d'évaluation. **Cependant, des formes organiques naturelles du réservoir, qui s'intègrent mieux dans le paysage que la forme rectangulaire artificielle, n'ont pas encore été évaluées et doivent encore être présentées.**

## **2. Paysage :**

- **Intégration paysagère :** Un concept de verdure a été présenté pour végétaliser la digue autour du réservoir par la mise en place d'une prairie fleurie et la plantation d'arbustes. Toutefois, afin de réduire l'impact paysager au sens large, il convient de réaliser des mesures dans les alentours du bassin comme par la plantation de grands arbres, conformément à la « Sichtbarkeitsstudie », élaboré par le bureau d'études LUXPLAN en date du 26 octobre 2023 et présenté dans l'annexe 16 du rapport d'évaluation. La ligne d'arbres existante le long de la route CR178 réduira l'impact paysager du côté ouest du réservoir, mais il manque des solutions pour les autres côtés concernés qui ne sont actuellement pas couverts de végétation, notamment pour le côté Nord-Ouest et Est. Entre autres, la plantation d'une rangée d'arbres le long de la parcelle 872/1377 pourrait être une solution à envisager. **Des solutions réduisant l'impact paysager pour ces côtés sont donc à présenter.**

## **3. Biodiversité :**

- **Aménagement écologique du réservoir d'eau afin de réduire l'impact sur la biodiversité voire favoriser son développement :** Comme mentionné ci-dessus, un concept de verdure a été présenté. Les mesures envisagées créent également une zone tampon par rapport au site Natura 2000 adjacent. **Il manque cependant un plan d'entretien et de gestion de la digue et des alentours.**

De plus, il manque une analyse de l'impact potentiel du réservoir sur les amphibiens, notamment en ce qui concerne le fait que le bassin serait régulièrement vide en été. **Il convient donc de prendre position sur la possibilité d'une colonisation de la digue et du réservoir par les amphibiens, et notamment d'évaluer l'impact potentiel des variations du niveau d'eau du réservoir pendant la période du frai.**

- **Analyse des impacts potentiels sur les espèces protégées pendant la phase de travaux :** Outre la distance de 5 m entre le bassin de rétention existant à l'intérieur de la zone Natura 2000 et la digue projetée, l'installation d'une clôture servant d'écran visuel a été proposée comme mesure de réduction des perturbations pendant la phase de travaux. Cependant, aucun phasage des travaux de construction du réservoir n'a été fourni dans le rapport d'évaluation soumis. **Dans ce contexte, il convient d'adapter le phasage de manière que les travaux à proximité de la zone sensible du bassin de rétention existant puissent être réalisés en dehors des périodes de reproduction des espèces cibles (principalement les amphibiens et l'avifaune).**
- **Analyse des impacts sur les biotopes et espèces protégées des zones Natura 2000 adjacentes :** Le screening FFH pour le site Natura 2000 Région du Lias Moyen, élaboré par le Bureau d'études LSC-

Group fait partie du rapport d'évaluation. Je me rallie à la conclusion selon laquelle le réservoir d'eau projeté n'aurait probablement pas d'impact significatif sur les objectifs de protection et les espèces cibles de la zone Natura 2000 concernée. La surface en question n'est pas un habitat de chasse/de nourriture potentiel pour les deux espèces cibles (la cigogne noir *Ciconia nigra* et le milan royal *Milvus milvus*) du site Natura. L'expertise du bureau d'études MILVUS GmbH conclut que l'aménagement écologique du réservoir constituera même une valorisation pour certaines espèces.

- **Analyse des impacts potentiels sur la plaine alluviale et les biotopes protégés des zones humides en aval du ruisseau « Klausbaach ».** : Comme déjà décrit dans l'avis de l'Administration de la nature et des forêts du 21 mars 2023, les eaux de surface qui alimentent le ruisseau « Klausbaach » seraient affectées par le réservoir d'eau projeté. Cela aurait un impact direct sur le ruisseau « Klausbaach », mais risquerait également d'avoir un impact indirect sur les biotopes de zones humides (BK04, BK06, BK10...) et les zones alluviales qui se trouvent en aval du ruisseau « Klausbaach » jusqu'à son embouchure dans la rivière « Mess ». **Il convient donc d'abord d'analyser si et dans quelle mesure les biotopes humides et la plaine alluviale sont alimentés par le ruisseau « Klausbaach ». Le cas échéant, il convient de déterminer si le débit minimal de 5 l/s dans le ruisseau « Klausbaach », exigé par l'Administration de la Gestion de l'Eau, fournit suffisamment d'eau pour alimenter ces zones humides. Si une telle analyse n'est pas possible et si aucune conclusion claire ne peut donc être formulée, un concept de suivi et des mesures de prévention sont à présenter.**
- **Elaboration d'un bilan écologique** : Il n'est pas nécessaire de réaliser un bilan écologique, étant donné qu'aucun biotope ou habitat d'espèce d'intérêt communautaire (HEIC) ne serait affecté par la construction du réservoir d'eau.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

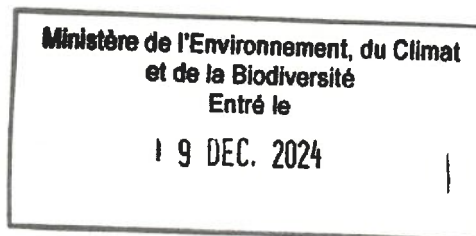
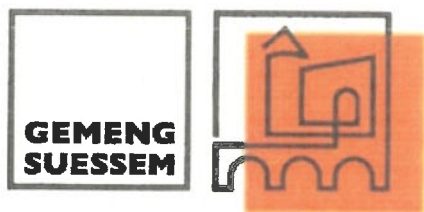
Pour le Chef de l'Arrondissement de la nature et des forêts Sud

Kelly  
Christiane  
Kieffer

Digitally signed by  
Kelly Christiane Kieffer  
Date: 2024.12.09  
11:17:50 +01'00'

Kelly KIEFFER

Chargée d'études auprès  
de l'Arrondissement de la nature et des forêts Sud



**Ministère de l'Environnement, du Climat et  
de la Biodiversité**  
Monsieur le Ministre Serge WILMES  
L-2918 Luxembourg

## **ANLAGE EINES WASSERSPEICHERBECKENS**

Umweltverträglichkeitsstudie (EIE-Rapport)

### **Stellungnahme der Gemeinde Sanem**

Sehr geehrter Herr Minister,

in einem Schreiben vom 17. Oktober 2024 (Referenz: 104120) informieren Sie die Gemeinden Sanem und Mondercange über die Fortführung der o.a. Umweltverträglichkeitsstudie (EIE : *évaluation des incidences sur l'environnement*) und fordern diese zu einer (weiteren) Stellungnahme auf. Die Unterlagen des Ingenieurbüros LSC *Environmental Engineering* (Referenz: 20232489-ENV-ENV) im Auftrag von Rollrasen van de Sluis sàrl umfassen ein Hauptdokument von 197 Seiten und insgesamt 18 Anhänge.

#### **1. Genehmigungsfähigkeit von Wasserspeicherbecken**

In der gemeinsamen Stellungnahme vom 25. Januar 2023 zu Phase 1 der EIE-Prozedur (*vérification préliminaire*) hatten die Gemeinden Sanem und Mondercange einleitend darauf hingewiesen, dass technische Wasserspeicherbecken maßgeblich zu einer weiteren Intensivierung der Landwirtschaft beitragen würden. Mit der Fortführung der zweiten Phase der EIE-Prozedur (*rapport d'évaluation*) ist davon auszugehen, dass die zuständigen Behörden den Bau von Wasserspeicherbecken insgesamt als genehmigungsfähig betrachten. Diese Entscheidung hat also eine prinzipielle Bedeutung und wird voraussichtlich dazu führen, dass Wasserspeicher verstärkt als geeignete Maßnahme insbesondere zur Anpassung der landwirtschaftlichen Produktion an die Folgen des Klimawandels angesehen werden.

## **2. Wasserspeicherbecken als Bauwerk**

In einer Besprechung mit dem Antragsteller und dem Ingenieurbüro am 28. November 2024 wurde bestätigt, dass es sich bei dem geplanten Wasserspeicherbecken eindeutig um ein Bauwerk handelt. Die entsprechende Konsequenz eines Rückbaus im Falle einer Nutzungsaufgabe wurde dementsprechend ebenfalls bekräftigt. Die Frage, ob diese Möglichkeit über den laufenden Betrieb finanziell provisioniert werden müsse, wurde jedoch als nicht zutreffend zurückgewiesen.

## **3. Themen der Stellungnahme zur *Screening*-Phase**

Insgesamt ist festzustellen, dass die verschiedenen Themen der gemeinsamen Stellungnahme der beiden betroffenen Gemeinden zur *Screening*-Phase nur spärlich in der Hauptphase der EIE-Prozedur berücksichtigt wurden. Obwohl eine Reihe offener Fragen anlässlich der Besprechung am 28. November 2024 beantwortet werden konnten, möchten wir die wichtigsten Aspekte hier noch einmal bekräftigen und den Antragsteller auffordern Punkt für Punkt kurze Einschätzungen dazu abzugeben.

## **4. Stellungnahme zur laufenden Phase 2 der EIE-Prozedur**

Anlässlich der laufenden Hauptphase der EIE-Prozedur ist es weder sinnvoll, noch zielführend ein weiteres Mal die umfangreichen Unterlagen durcharbeiten, um einerseits festzustellen ob und in welcher Weise die Anmerkungen der Stellungnahme zu Phase 1 eingeflossen sind und andererseits mögliche weitere negative Auswirkungen aufzuzeigen.

Da den Gemeinden in der EIE-Prozedur keine Entscheidungskraft zusteht, ist es vielmehr ihre Rolle beratend einzuwirken im Interesse der Lebensqualität Ihrer Bürger. Wir möchten demnach die Gelegenheit dieser Stellungnahme nutzen um, angesichts der vorgegebenen Rahmenbedingungen einer landwirtschaftlichen Wassernutzung, konkrete Vorschläge vorzulegen im Sinne einer besseren Natur- und Umweltverträglichkeit des geplanten Vorhabens.

## **5. Künstlicher See statt Bauwerk**

### **5.1. Absicht und Ziel einer Weiterentwicklung**

Der konkrete Vorschlag besteht darin, das Konzept umzugestalten oder besser weiter zu entwickeln, von einem technischen Bauwerk hin zu einem künstlichen See. Diese Weiterentwicklung hat nur geringfügige Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Nutzung des Wassers, jedoch insbesondere zur Folge, dass ökologische Funktionalitäten bewußt eingeplant werden und somit der Wasserspeicher von Anfang an als potentielles Biotop, also als schützenswerter Lebensraum für die gebietstypische Wildfauna und -flora gilt. Nach Aussagen des Antragstellers soll die aktuelle Planung gerade dies prinzipiell unterbinden, sowohl durch verschiedene bautechnische Maßnahmen als auch später anhand der (intensiven) Methoden des Unterhalts.

Dass ein künstlicher See als Lebensraum zur Wasserentnahme bzw. zur wiederholten Befüllung (intensiv) genutzt wird und es dadurch zu starken Schwankungen des Wasserpegels kommt, darf grundsätzlich nicht als Nachteil oder gar als Widerspruch angesehen werden, da insbesondere aquatische Ökosysteme an starke, kurzfristige, wiederholt eintretende oder chronische Störungen

angepasst sind. Im Gegenteil, größere und kleinere Störungen in Zeit und Raum können im Sinne der Biodiversität sogar vorteilhaft sein. Als weiterer entscheidender Aspekt kommt hinzu, dass die ökologisch relevante Jahreszeit (etwa Februar bis Juni) von der des höchsten Bewässerungsbedarfs (etwa Juli bis Oktober) zeitlich versetzt ist.

### *5.2. Verkleinerung der Anlage und Erhöhung der technischen Regenwasserretention*

Die erste Maßnahme wäre eine Verkleinerung der Anlage, etwa um 20 bis 30 %. Diese Reduktion dient hauptsächlich der besseren Integration des Sees in die Landschaft, indem (1) die Gesamtform harmonischer gestaltet, (2) die Distanz zum *Klausbaach* deutlich vergrößert, (3) die Höhe des Deiches reduziert und (4) die Böschungsneigung der Aufschüttungen gesenkt werden. Ein weniger hoher und vor allem breit geformter Damm liegt viel sanfter in der Landschaft als der aktuell vorgesehene strenge Aufbau.

Der Verlust an Wassermengen für die sommerliche Bewässerung könnte dadurch ausgeglichen werden, dass auf dem WSA-Gelände die Retentionskapazitäten erheblich erhöht, i.e. an die bestehenden und geplanten versiegelten Flächen angepasst werden. In einem zusätzlichen Becken könnte, unter Berücksichtigung einer gesicherten Mindestabflussmenge zum *Klausbaach*, das „überschüssige“ Wasser zurückgehalten und unmittelbar zwecks Bewässerung zur Verfügung gestellt werden. Das System könnte über eine der Jahreszeit angepasste, intelligente Steuerung geführt werden und hätte zum zusätzlichen Vorteil, dass das Wasser nur einmal gepumpt wird. Der künstliche See würde somit nur dann beansprucht werden, wenn die Reserven der Becken erschöpft sind.

### *5.3. Innengestaltung des künstlichen Sees*

Durch die Absenkung und Verbreiterung der Aufschüttungen, d.h. des Deiches, werden, bei nahezu gleichbleibender Gesamtfläche, die Böschungsneigungen geringer. Damit werden die vorgesehenen Steinschüttungen am Damm überflüssig. Die Innenseiten des Sees werden mit einer gewissen Vielfalt gestaltet, mittels Abwechslung von flachen und steileren Böschungen. Die dem Damm entgegen liegende Böschung läuft mit einer so gering wie möglichen Neigung in das natürliche Gelände aus, sodass, je nach Wasserentnahme, immer wieder (temporäre) Flachwasserzonen und freie Schlammflächen entstehen und dann trockenfallen. Zum gleichen Ziel sollte die Sohle des Sees mit einem Gefälle von etwa 2% angelegt werden. Diese recht einfachen Maßnahmen sind sehr wertvoll, etwa für seltene Vogel- und Insektenarten.

Es ist nicht widersprüchlich zur vorgeschlagenen naturnahen Gestaltung des Sees, ihn bei völligem Trockenfallen gangbar zu halten, etwa für Inspektionen und Unterhaltsarbeiten. Zu diesem Zweck kann mit grobem Schotter eines lokalen Natursteines ein Weg angelegt werden, der bis in die Mitte des Sees führt.

### *5.4. Außengestaltung des künstlichen Sees*

Bei der Außengestaltung des Sees ist es besonders wichtig, gerade Linien und strenge Kurven zu vermeiden. Leicht unterschiedliche Höhen in der Aufschüttung des Damms, unregelmäßige Böschungen und Ufer tragen zu einer harmonischen Eingliederung ins Landschaftsbild bei.



Die Begrünung sollte weitgehend der spontanen Einwanderung von Wildpflanzen überlassen werden. Um die neu geformten Böschungen gegen Erosion zu schützen kann eine Aussaat von zertifizierten Wildkräutern erfolgen. Eine weitere Möglichkeit besteht darin Fasermatten auszulegen, die in ihrem Geflecht das oberflächlich ablaufende Wasser aufhalten. Zum Zweck des Sichtschutzes sind Heckenelemente (*Heck von heil*) sinnvoll. Von Baumpflanzungen sollte völlig abgesehen werden, da Bäume in Aufschüttungen erfahrungsgemäß schlecht wachsen. Es ist viel einfacher und effizienter auf eine spontane Einwanderung von standortgerechten Baumarten zu setzen.

Auf eine Umzäunung des künstlichen Sees sollte ebenfalls verzichtet werden. Dadurch, dass die Böschungen erheblich flacher gestaltet werden als dies bei der aktuellen Planung der Fall ist, wird das Risiko entsprechend verringert. Die Frage, ob gezielt angebrachte Hinweisschilder nicht ausreichen um auf die möglichen Risiken aufmerksam zu machen, ist durchaus berechtigt. Zahlreiche Tümpel, Weiher, Seen und Flüsse in der freien Natur sind uneingeschränkt zugänglich, sowie ebenfalls zum Beispiel hohe Felswände, etwa in den ehemaligen Tagebaugebieten oder an renommierten Wanderwegen im Ösling.

## **6. Fazit**

Eine Weiterentwicklung der Planung von einem technischen Bauwerk hin zu einem künstlichen See mit ökologisch orientierten und begründeten Begleitmaßnahmen könnte dazu beitragen das Vorhaben eines Wasserspeichers zu landwirtschaftlichen Bewässerungszwecken natur- und umweltverträglicher zu gestalten und demnach die Genehmigungsfähigkeit deutlich zu verbessern.

Für ingenieurtechnische Planer und Bauunternehmer, die an fest dokumentierte Anleitungen gewohnt sind, mögen sich die vorgeschlagenen Anpassungen als komplex erweisen. Aus der Praxis ist tatsächlich ersichtlich, dass es schwieriger ist harmonische Formen zu erzielen als gerade Linien zu ziehen. Allerdings ist es die Mühe wert und auf jeden Fall praktisch machbar, die beabsichtigte landwirtschaftliche Nutzung eines künstlichen Sees mit der Schaffung eines ökologisch wertvollen Biotops zu vereinen. Die Entscheidung zur Grundausrichtung ist umso relevanter als dieses Vorhaben Modellcharakter haben könnte.

## **7. Vorschlag**

Aus Gesprächen mit Vertretern der beiden zuständigen Verwaltungen, AGE und ANF, im Anschluss an die Besprechung mit dem Antragsteller und dem Ingenieurbüro ist zu entnehmen, dass die Ansichten und Bewertungen zum Teil stark unterschiedlich ausfallen, ja sogar weit auseinander liegen. Einzelne Themen oder gar Widersprüche hier zu schildern sprengt allerdings den Rahmen dieser Stellungnahme. Mit dem Ziel die Grundeinstellungen und Ansichten aller unmittelbar Beteiligten näher zu bringen und somit zu möglichst einvernehmlichen Entscheidungen zu gelangen, wäre es äußerst sinnvoll und wichtig im Sinne des Vorhabens und dessen Natur- und Umweltverträglichkeit zeitnahe eine Besprechung zwischen Ministerium und dessen Verwaltungen und den beiden betroffenen Gemeinden zu organisieren.

Belvaux/Sanem, den 16. Dezember 2024

  
Simone Asselborn-Bintz, Bürgermeisterin der Gemeinde Sanem



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Mobilité  
et des Travaux publics

Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

06-01-2025

Luxembourg, le 02 JAN. 2025

Référence :

299624 / 043057 RS – MB

V/réf. : 104120

Réf. APC : PG \* DIR - 20230034

Dossier suivi par :  
Service Voirie  
voirie@mmtt.etat.lu  
247-83349

**Concerne :** Évaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem

**Objet :** Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Transmis à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité avec en annexe l'avis de Monsieur le Directeur de l'Administration des ponts et chaussées du 4 décembre 2024, auquel je me rallie.

Pour la Ministre de la Mobilité  
et des Travaux publics

Jean-Paul Lickes  
Premier Conseiller de Gouvernement

Adresse postale :  
L-2940 Luxembourg

Bureaux :  
4, Place de l'Europe  
Luxembourg

tél. : (+352) 2478-2478

voirie@mmtt.etat.lu  
www.travaux.public.lu



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Mobilité  
et des Travaux publics

Luxembourg, le 4 décembre 2024

Administration des ponts et chaussées

Réf. : FH \* DIR - 20230034  
À rappeler dans toutes correspondances

**Concerne :** Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

**Objet :** Evaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem  
- Avis PCH sur le rapport d'évaluation

Transmis à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux Publics avec l'information que le courrier du MECB ne contient pas de nouveaux éléments rendant nécessaire de modifier notre avis de janvier 2023.

En cas d'accord, je vous prie de bien vouloir transmettre la présente à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité aux fins voulues.

Le directeur des Ponts et Chaussées,

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics		
Coordination:	De	
DG	Vu:	Transmis à:
Date d'entrée	293423/043057	
	06 DEC. 2024	
DG 1		
DG 2		
DG 3		→ voir
DG 4		



\* C 1 1 - 1 1 2 5 0 2 \*

Direction de l'Administration des ponts et chaussées

Adresse bureaux

38, bd de la Foire

L-1528 Luxembourg

Tél.: +352 2846 - 1100

Fax: +352 262 563 - 1100

direction@pch.etat.lu

www.pch.public.lu

Mondercange, le 9 janvier 2025  
**Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité**  
Entré le  
**13 JAN. 2025**

**Service : Ecologie**  
Estelle Rotondano  
estelle.rotondano@mondercange.lu  
550574-496

Ministère de l'Environnement, du  
Climat et de la Biodiversité

L-2918 Luxembourg

Référence : 0029-2025

**Concerne** : 104120 - Evaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre courrier en date du 17 octobre 2024 (référéncé : 104120), nous avons le plaisir de vous faire parvenir, en pièce jointe, l'avis signé par le Collège échevinal de la commune de Mondercange lors de sa séance du 6 janvier 2025, concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) effectuée par le bureau d'ingénierie LSC Environmental Engineering (référence : 20232489-ENV-ENV).

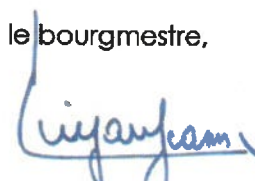
Après une analyse rigoureuse des documents soumis, comprenant le rapport principal et ses 18 annexes, nous souhaitons souligner l'importance des conclusions formulées dans notre avis. Nous espérons que ces observations contribueront utilement à la bonne poursuite de ce processus d'évaluation. Nous restons à votre disposition pour toute demande de précision ou pour tout complément d'information que vous jugeriez nécessaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

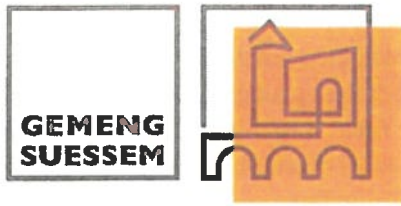
la secrétaire communale,

  
Nadine BRACONNIER

le bourgmestre,

  
Jeanot FÜRPASS





**Ministère de l'Environnement, du Climat et  
de la Biodiversité**  
Monsieur le Ministre Serge WILMES  
L-2918 Luxembourg

## **ANLAGE EINES WASSERSPEICHERBECKENS**

Umweltverträglichkeitsstudie (EIE-Rapport)

### **Gemeinsame Stellungnahme der Gemeinden Sanem und Mondercange**

Sehr geehrter Herr Minister,

in einem Schreiben vom 17. Oktober 2024 (Referenz: 104120) informieren Sie die Gemeinden Sanem und Mondercange über die Fortführung der o.a. Umweltverträglichkeitsstudie (EIE : *évaluation des incidences sur l'environnement*) und fordern diese zu einer (weiteren) Stellungnahme auf. Die Unterlagen des Ingenieurbüros LSC *Environmental Engineering* (Referenz: 20232489-ENV-ENV) im Auftrag von Rollrasen van de Sluis sàrl umfassen ein Hauptdokument von 197 Seiten und insgesamt 18 Anhänge.

#### **1. Genehmigungsfähigkeit von Wasserspeicherbecken**

In der gemeinsamen Stellungnahme vom 25. Januar 2023 zu Phase 1 der EIE-Prozedur (*vérification préliminaire*) hatten die Gemeinden Sanem und Mondercange einleitend darauf hingewiesen, dass technische Wasserspeicherbecken maßgeblich zu einer weiteren Intensivierung der Landwirtschaft beitragen würden. Mit der Fortführung der zweiten Phase der EIE-Prozedur (*rapport d'évaluation*) ist davon auszugehen, dass die zuständigen Behörden den Bau von Wasserspeicherbecken insgesamt als genehmigungsfähig betrachten. Diese Entscheidung hat also eine prinzipielle Bedeutung und wird voraussichtlich dazu führen, dass Wasserspeicher verstärkt als geeignete Maßnahme insbesondere zur Anpassung der landwirtschaftlichen Produktion an die Folgen des Klimawandels angesehen werden.

## **2. Wasserspeicherbecken als Bauwerk**

In einer Besprechung mit dem Antragsteller und dem Ingenieurbüro am 28. November 2024 wurde bestätigt, dass es sich bei dem geplanten Wasserspeicherbecken eindeutig um ein Bauwerk handelt. Die entsprechende Konsequenz eines Rückbaus im Falle einer Nutzungsaufgabe wurde dementsprechend ebenfalls bekräftigt. Die Frage, ob diese Möglichkeit über den laufenden Betrieb finanziell provisioniert werden müsse, wurde jedoch als nicht zutreffend zurückgewiesen.

## **3. Themen der Stellungnahme zur *Screening*-Phase**

Insgesamt ist festzustellen, dass die verschiedenen Themen der gemeinsamen Stellungnahme der beiden betroffenen Gemeinden zur *Screening*-Phase nur spärlich in der Hauptphase der EIE-Prozedur berücksichtigt wurden. Obwohl eine Reihe offener Fragen anlässlich der Besprechung am 28. November 2024 beantwortet werden konnten, möchten wir die wichtigsten Aspekte hier noch einmal bekräftigen und den Antragsteller auffordern Punkt für Punkt kurze Einschätzungen dazu abzugeben.

## **4. Stellungnahme zur laufenden Phase 2 der EIE-Prozedur**

Anlässlich der laufenden Hauptphase der EIE-Prozedur ist es weder sinnvoll, noch zielführend ein weiteres Mal die umfangreichen Unterlagen durcharbeiten, um einerseits festzustellen ob und in welcher Weise die Anmerkungen der Stellungnahme zu Phase 1 eingeflossen sind und andererseits mögliche weitere negative Auswirkungen aufzuzeigen.

Da den Gemeinden in der EIE-Prozedur keine Entscheidungskraft zusteht, ist es vielmehr ihre Rolle beratend einzuwirken im Interesse der Lebensqualität ihrer Bürger. Wir möchten demnach die Gelegenheit dieser Stellungnahme nutzen um, angesichts der vorgegebenen Rahmenbedingungen einer landwirtschaftlichen Wassernutzung, konkrete Vorschläge vorzulegen im Sinne einer besseren Natur- und Umweltverträglichkeit des geplanten Vorhabens.

## **5. Künstlicher See statt Bauwerk**

### ***5.1. Absicht und Ziel einer Weiterentwicklung***

Der konkrete Vorschlag besteht darin, das Konzept umzugestalten oder besser weiter zu entwickeln, von einem technischen Bauwerk hin zu einem künstlichen See. Diese Weiterentwicklung hat nur geringfügige Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Nutzung des Wassers, jedoch insbesondere zur Folge, dass ökologische Funktionalitäten bewußt eingeplant werden und somit der Wasserspeicher von Anfang an als potentielles Biotop, also als schützenswerter Lebensraum für die gebietstypische Wildfauna und -flora gilt. Nach Aussagen des Antragstellers soll die aktuelle Planung gerade dies prinzipiell unterbinden, sowohl durch verschiedene bautechnische Maßnahmen als auch später anhand der (intensiven) Methoden des Unterhalts.

Dass ein künstlicher See als Lebensraum zur Wasserentnahme bzw. zur wiederholten Befüllung (intensiv) genutzt wird und es dadurch zu starken Schwankungen des Wasserpegels kommt, darf grundsätzlich nicht als Nachteil oder gar als Widerspruch angesehen werden, da insbesondere aquatische Ökosysteme an starke, kurzfristige, wiederholt eintretende oder chronische Störungen

angepasst sind. Im Gegenteil, größere und kleinere Störungen in Zeit und Raum können im Sinne der Biodiversität sogar vorteilhaft sein. Als weiterer entscheidender Aspekt kommt hinzu, dass die ökologisch relevante Jahreszeit (etwa Februar bis Juni) von der des höchsten Bewässerungsbedarfs (etwa Juli bis Oktober) zeitlich versetzt ist.

### *5.2. Verkleinerung der Anlage und Erhöhung der technischen Regenwasserretention*

Die erste Maßnahme wäre eine Verkleinerung der Anlage, etwa um 20 bis 30 %. Diese Reduktion dient hauptsächlich der besseren Integration des Sees in die Landschaft, indem (1) die Gesamtform harmonischer gestaltet, (2) die Distanz zum *Klausbaach* deutlich vergrößert, (3) die Höhe des Deiches reduziert und (4) die Böschungsneigung der Aufschüttungen gesenkt werden. Ein weniger hoher und vor allem breit geformter Damm liegt viel sanfter in der Landschaft als der aktuell vorgesehene strenge Aufbau.

Der Verlust an Wassermengen für die sommerliche Bewässerung könnte dadurch ausgeglichen werden, dass auf dem WSA-Gelände die Retentionskapazitäten erheblich erhöht, i.e. an die bestehenden und geplanten versiegelten Flächen angepasst werden. In einem zusätzlichen Becken könnte, unter Berücksichtigung einer gesicherten Mindestabflussmenge zum *Klausbaach*, das „überschüssige“ Wasser zurückgehalten und unmittelbar zwecks Bewässerung zur Verfügung gestellt werden. Das System könnte über eine der Jahreszeit angepasste, intelligente Steuerung geführt werden und hätte zum zusätzlichen Vorteil, dass das Wasser nur einmal gepumpt wird. Der künstliche See würde somit nur dann beansprucht werden, wenn die Reserven der Becken erschöpft sind.

### *5.3. Innengestaltung des künstlichen Sees*

Durch die Absenkung und Verbreiterung der Aufschüttungen, d.h. des Deiches, werden, bei nahezu gleichbleibender Gesamtfläche, die Böschungsneigungen geringer. Damit werden die vorgesehenen Steinschüttungen am Damm überflüssig. Die Innenseiten des Sees werden mit einer gewissen Vielfalt gestaltet, mittels Abwechslung von flachen und steileren Böschungen. Die dem Damm entgegen liegende Böschung läuft mit einer so gering wie möglichen Neigung in das natürliche Gelände aus, sodass, je nach Wasserentnahme, immer wieder (temporäre) Flachwasserzonen und freie Schlammflächen entstehen und dann trockenfallen. Zum gleichen Ziel sollte die Sohle des Sees mit einem Gefälle von etwa 2% angelegt werden. Diese recht einfachen Maßnahmen sind sehr wertvoll, etwa für seltene Vogel- und Insektenarten.

Es ist nicht widersprüchlich zur vorgeschlagenen naturnahen Gestaltung des Sees, ihn bei völligem Trockenfallen gangbar zu halten, etwa für Inspektionen und Unterhaltsarbeiten. Zu diesem Zweck kann mit grobem Schotter eines lokalen Natursteines ein Weg angelegt werden, der bis in die Mitte des Sees führt.

### *5.4. Außengestaltung des künstlichen Sees*

Bei der Außengestaltung des Sees ist es besonders wichtig, gerade Linien und strenge Kurven zu vermeiden. Leicht unterschiedliche Höhen in der Aufschüttung des Damms, unregelmäßige Böschungen und Ufer tragen zu einer harmonischen Eingliederung ins Landschaftsbild bei.



Die Begrünung sollte weitgehend der spontanen Einwanderung von Wildpflanzen überlassen werden. Um die neu geformten Böschungen gegen Erosion zu schützen kann eine Aussaat von zertifizierten Wildkräutern erfolgen. Eine weitere Möglichkeit besteht darin Fasermatten auszulegen, die in ihrem Geflecht das oberflächlich ablaufende Wasser aufhalten. Zum Zweck des Sichtschutzes sind Heckenlemente (*Heck von hei*) sinnvoll. Von Baumpflanzungen sollte völlig abgesehen werden, da Bäume in Aufschüttungen erfahrungsgemäß schlecht wachsen. Es ist viel einfacher und effizienter auf eine spontane Einwanderung von standortgerechten Baumarten zu setzen.

Auf eine Umzäunung des künstlichen Sees sollte ebenfalls verzichtet werden. Dadurch, dass die Böschungen erheblich flacher gestaltet werden als dies bei der aktuellen Planung der Fall ist, wird das Risiko entsprechend verringert. Die Frage, ob gezielt angebrachte Hinweisschilder nicht ausreichen um auf die möglichen Risiken aufmerksam zu machen, ist durchaus berechtigt. Zahlreiche Tümpel, Weiher, Seen und Flüsse in der freien Natur sind uneingeschränkt zugänglich, sowie ebenfalls zum Beispiel hohe Felswände, etwa in den ehemaligen Tagebaugebieten oder an renommierten Wanderwegen im Ösling.

## 6. Fazit

Eine Weiterentwicklung der Planung von einem technischen Bauwerk hin zu einem künstlichen See mit ökologisch orientierten und begründeten Begleitmaßnahmen könnte dazu beitragen das Vorhaben eines Wasserspeichers zu landwirtschaftlichen Bewässerungszwecken natur- und umweltverträglicher zu gestalten und demnach die Genehmigungsfähigkeit deutlich zu verbessern.

Für ingenieurtechnische Planer und Bauunternehmer, die an fest dokumentierte Anleitungen gewohnt sind, mögen sich die vorgeschlagenen Anpassungen als komplex erweisen. Aus der Praxis ist tatsächlich ersichtlich, dass es schwieriger ist harmonische Formen zu erzielen als gerade Linien zu ziehen. Allerdings ist es die Mühe wert und auf jeden Fall praktisch machbar, die beabsichtigte landwirtschaftliche Nutzung eines künstlichen Sees mit der Schaffung eines ökologisch wertvollen Biotops zu vereinen. Die Entscheidung zur Grundausrichtung ist umso relevanter als dieses Vorhaben Modellcharakter haben könnte.

## 7. Vorschlag

Aus Gesprächen mit Vertretern der beiden zuständigen Verwaltungen, AGE und ANF, im Anschluss an die Besprechung mit dem Antragsteller und dem Ingenieurbüro ist zu entnehmen, dass die Ansichten und Bewertungen zum Teil stark unterschiedlich ausfallen, ja sogar weit auseinander liegen. Einzelne Themen oder gar Widersprüche hier zu schildern sprengt allerdings den Rahmen dieser Stellungnahme. Mit dem Ziel die Grundeinstellungen und Ansichten aller unmittelbar Beteiligten näher zu bringen und somit zu möglichst einvernehmlichen Entscheidungen zu gelangen, wäre es äußerst sinnvoll und wichtig im Sinne des Vorhabens und dessen Natur- und Umweltverträglichkeit zeitnahe eine Besprechung zwischen Ministerium und dessen Verwaltungen und den beiden betroffenen Gemeinden zu organisieren.



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Institut national  
de recherches archéologiques

Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité  
Entré le

22 OCT. 2024

À Monsieur le Ministre Serge WILMES  
c/o Madame Nadia FINCK  
Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité  
4, place de l'Europe  
L-1499 Luxembourg

Bertrange, le 21 OCT. 2024

Référence INRA : 0213-C/22.4216  
Référence du MECB : 104120

**Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). Evaluation du projet « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune de Sanem**

**Concerne : Avis de l'INRA conformément à l'art. 7 de la loi susmentionnée**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception du dossier référencé en objet, qui nous a été transmis le 17 octobre 2024.

Suite à l'examen de ce dossier, nous constatons que l'impact que ce projet peut avoir sur le patrimoine archéologique a bien été analysé dans le rapport de l'EIE. Comme précisé dans le chapitre 7.7.1 du rapport, le terrain concerné présente une sensibilité archéologique. L'INRA recommande donc d'y effectuer une opération d'archéologie préventive avant tout type de travaux.

Cependant, veuillez noter que contrairement à ce qui est précisé dans le dernier paragraphe du chapitre 7.7.1 consacré à l'étude archéologique, le projet ne se situe pas en dehors de la zone d'observation archéologique (ZOA). En effet, le projet se situe dans la sous-zone de la ZOA, qui fait partie de la ZOA. Par conséquent, l'auteur du rapport d'EIE est prié de rectifier cette information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute et respectueuse considération.

Foni LE BRUN-RICAENS  
Directeur



**Administration  
de l'environnement**  
Grand-Duché de Luxembourg

Ministère de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité  
Entré le

11 NOV. 2024

Ministère de l'Environnement, du Climat et de  
la Biodiversité  
4, place de l'Europe  
L - 1499 Luxembourg

V/Réf. : 104120

N/Réf. : 84bx2bddc

Dossier suivi par : MM. Jérôme Meyers et Carlo Hippe

Esch-sur-Alzette, le 11 NOV. 2024

**Concerne : EIE – Avis sur le rapport EIE présenté**  
**Projet : « Anlage eines Wasserspeicherbeckens » sur le territoire de la commune**  
**de Sanem**  
**Maître d'ouvrage : Rollrasen van de Sluis s.à.r.l.**

Madame, Monsieur,

Par courrier du 17 octobre 2024, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité sollicite l'avis de l'Administration de l'environnement sur les informations fournies dans le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement susmentionné ; rapport élaboré en vertu des dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement. Les informations en question ont été communiquées le même jour par voie électronique.

L'avis qui suit se limite aux domaines de l'environnement suivis par l'Administration de l'environnement tout en considérant les dispositions des articles 3 et 6 de la loi modifiée du 15 mai 2018 susmentionnée et de l'annexe III de la même loi. L'avis se réfère au document établi le 5 août 2024 par LSC Environmental Engineering et intitulé « Anlage eines Wasserspeicherbeckens - ROLLRASEN VAN DE SLUIS SARL » (réf. : 20232489-ENV-ENV).

Compte tenu que le document précité a été établi par le bureau d'études en langue allemande, les remarques techniques qui suivent sont également rédigées en allemand.

Im Allgemeinen wurden die in unserer Stellungnahme vom 13. Januar 2023 zum "Scoping"-Dokument geäußerten Anmerkungen vom Projektträger berücksichtigt. Zum Bericht ist aber folgendes anzumerken:

## **Lärmemissionen**

Zum Befüllen des Beckens sowie zur Förderung des Wassers in das Bewässerungssystem werden Pumpen eingesetzt. Es wird dabei an mehreren Stellen des EIE-Berichts angegeben, dass diese Pumpen während der Betriebsphase Lärm verursachen werden. Es werden in diesem Kontext jedoch keine Geräuschemissions-Kennwerte angegeben. Diese Schallemissionen fallen, aufgrund der Distanz zu den nächstgelegenen Immissionspunkten (S. 48), nur bedingt in unseren Kompetenzbereich und betreffen in erster Linie die gemäß PDS „Paysage“ ausgewiesene zwischenstädtische Grünzone.

Auch wenn die Planung der Pumpen noch nicht abgeschlossen ist und man sich noch auf kein Pumpenmodell festlegen konnte (s. Kapitel 11), sollte dennoch zumindest eine Abschätzung der Lärmemissionen erfolgen da die „Bewässerung bei möglichst kühlen Temperaturen, z.B. in der Nacht“ (S. 25) erfolgen soll.

## **Schutzgut Boden**

Im Rahmen der Alternativenprüfung wird eine Variante vorgeschlagen, bei der das Becken zusätzlich um 18 cm abgesenkt werden soll (S. 39 des EIE-Berichts). Bei dieser Variante würden die ausgehobenen Massen zur Konstruktion des Dammes ausreichen, ohne dass zusätzliches Erdmaterial (6.328 m<sup>3</sup>) von außerhalb notwendig wäre. Aus Sicht der Umweltverwaltung ist dieser Ansatz aufgrund der geringeren LKW-Bewegungen im Umfeld der Baustelle zu begrüßen. Durch diese Variante würden die Luft- und Lärmemissionen in den nahegelegenen Ortschaften reduziert werden.

Externe Erdmassen sind je nach Herkunft als Abfall gemäß dem modifizierten Abfallgesetz vom 21. März 2012 anzusehen. Dementsprechend wäre die Auffüllung mit besagten Massen meldungspflichtig (s. Nomenklaturpunkt 050705 01 – Klasse 4).

Angaben zur Überprüfung der Bodenqualität, zu operativen Maßnahmen in Bezug auf die Annahme und Verwertung von Inertabfällen sowie deren Überwachung während der Verfüllarbeiten werden im Bericht nicht gemacht. Somit bewertet der EIE-Bericht den Umgang mit externen Inertabfällen sowie die daraus resultierenden Auswirkungen des Projektes nicht.

In diesem Kontext ist darauf hinzuweisen, dass der Ausdruck „Bezug und Wiederverwendung von deponierten Erdmassen“ (S. 87) in diesem Fall nicht zutreffend ist. Stattdessen sollte eher auf „externe, inerte und unbelastete Erdmassen“ als auf Erdmaterial, das final auf einer Deponie gelagert ist, verwiesen werden.

Während der Bauphase soll zudem ein neuer befestigter Baustellenweg um den geplanten Damm angelegt werden. Auf Seite 85 des EIE-Berichts wird zwar erwähnt, dass Géoconseils S.A. von einem Einsatz von Schlacke und „concassé HF“ als Material zur Befestigung abrät, jedoch wird keine Alternative dazu präsentiert.

**Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.**

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name 'Gérard Hofmann'.

**Gérard Hofmann  
Responsable d'unité**